



OBSERVATOIRE CITOYEN DE LA TOXICOMANIE

1^{er} février 2021



Introduction – rappel du contexte

La présence historique de consommateurs de drogue aux abords de la Place de la Bataille de Stalingrad génère de nombreux troubles à l'ordre public, récemment aggravés par une recrudescence du crack dans le nord-est parisien.

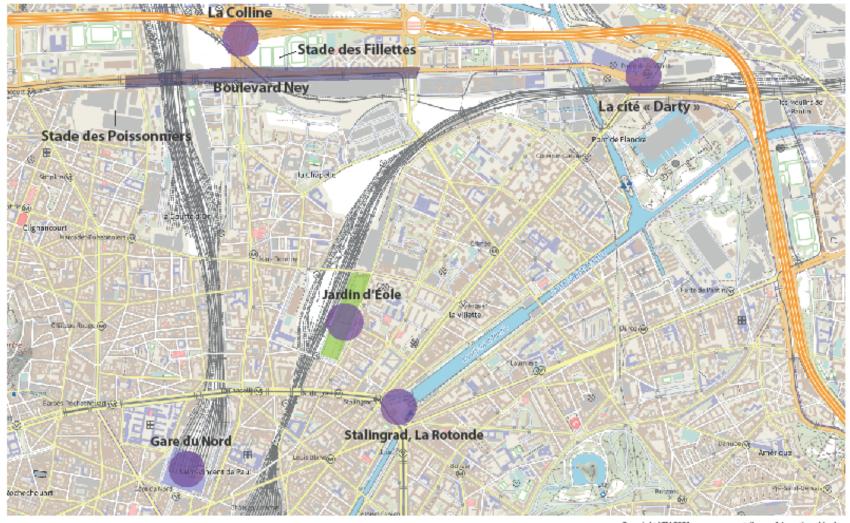
Face à ce phénomène, un Plan de mobilisation coordonnée sur la problématique du crack à Paris couvrant la période 2019-2021 a été adopté en mai 2019, réunissant administration centrale, déconcentrée et locale. Il énonce 33 actions concrètes à mettre en œuvre afin de répondre aux enjeux de santé publique, de sécurité, d'aménagement et d'action sociale.

Créé à l'initiative de François Dagnaud, Maire du 19^e arrondissement, l'Observatoire citoyen de la toxicomanie s'inscrit dans cette dynamique partenariale et coordonnée de réflexion sur le Plan de mobilisation, centrée sur « l'expertise citoyenne » des habitants des quartiers concernées, pour évaluer et orienter les actions engagées ou à engager.



Les lieux persistants de la vente du crack à Paris, 2017-novembre 2019

Étude Crack en Île-de-France, OFDT-Inserm, 2020







L'observatoire

Le Plan crack: acteurs et 1^{er} axe d'intervention

Axe 2 : hébergement et mise à l'abri

Axe 3: Intervenir dans l'espace public à la rencontre des usagers et des habitants dans un souci d'améliorer la tranquillité publique et lutter contre les trafics

Axe 4: améliorer les connaissances pour améliorer les dispositifs





L'Observatoire citoyen de la toxicomanie



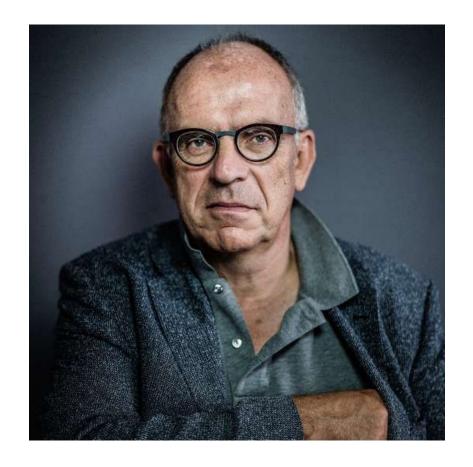
Composition de l'Observatoire

- Des habitants tirés au sort sur les listes électorales, sur le modèle des jury d'assises, domiciliés dans les quartiers concernés par la problématique
 - Rosa Parks Macdonald
 - Flandre Aubervilliers
 - Bassin de la Villette
 - Pont de Flandre
 - Secrétan
- Des habitants impliqués dans les collectifs et associations de riverains
- Un collège associé d'Elu.es du CA
 - 5 Élu.es Le 19e en Commun, socialistes et citoyens
 - 2 Élu.es Écologistes et citoyens
 - 1 Élu Communiste et citoyen
 - 1 Élue Génération.s
 - 1 Élue Les Républicains et Indépendants
 - 1 Élu Ensemble pour Paris



Un animateur-expert

Dr Jean-Pierre Couteron



Jean-Pierre Couteron est **psychologue clinicien**. Il exerce au sein du Centre de Soins, d'Accompagnement et de Prévention en Addictologie (CSAPA) et du centre de Consultation Jeunes Consommateurs (CJC) Trait d'Union, gérés par l'association Oppélia, qui a pour objet d'apporter une aide aux enfants, adolescents et adultes, ainsi qu'à leur entourage, qui rencontrent des difficultés sur le plan social, médico-social ou sanitaire, liées notamment à l'usage de substances psychotropes ou engagés dans des conduites à risques. Elle a également pour objet la recherche et le développement, la prévention, l'information et la formation d'intervenants, en particulier dans le domaine de l'addictologie.

Formé aux thérapies systémiques et stratégiques, sur fond de formation analytique, J-P Couteron a toujours travaillé dans l'accompagnement des usagers de substances psychoactives et de leurs entourages.

Auteur de livres et autres travaux, il présente l'intérêt des approches intégrées, tant pour répondre à la diversité des usages que pour accompagner les évolutions d'un usager.



Les missions de l'Observatoire

Participer à l'évaluation et au suivi du plan crack

Orienter et infléchir les actions mises en œuvre

À terme, formuler des propositions, sans a priori

Pour ce faire...

Auditer les acteurs intervenant dans le champ de la lutte et la prévention des usages de drogues

Se réunir autant de fois que nécessaire, selon une fréquence à définir

S'approprier la problématique de l'usage de drogues dans l'espace public

Thématiser certaines séances en vue d'approfondir une des dimensions de la consommation de drogues (prise en charge sanitaire, sociale, réponse pénale, aménagement de l'espace public, etc)





Le Plan crack: acteurs et 1er axe d'intervention

Signé le 27 mai 2019



Les signataires: une démarche partenariale d'interventions coordonnées



conduites addictives



- Direction de la Prévention, de la Sécurité et de la Protection
- Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé
 - Direction de la Propreté et de l'Eau





D'ILE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de l'Hébergement et du Logement (DRIHL)







Rôle des partenaires du Plan crack

1. La Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives (MILDECA)

- pilote du plan de mobilisation coordonnée sur la problématique du crack à Paris 2019 2021
- · Déclinaison territoriale du plan national de mobilisation contre les addictions 2018 2022
- · Finance des actions visant à prévenir l'usage de crack et à en réduire l'impact en terme de tranquillité publique

2. L'Agence Régionale de Santé

- · Définit et organise la politique régionale de santé (PRS 2018 2022)
- · Finance les axes prévention, réduction des risques et des dommages, soins. L'offre médico-sociale en addictologie parisienne compte 9 CAARUD, 17 CSAPA et des automates distributeurs récupérateurs de matériel d'injection et d'inhalation.

3. La direction régionale de l'hébergement d'urgence et du logement

· Déploiement des dispositifs d'hébergement d'urgence .

4. La Préfecture de Police

- · Lutte active contre le trafic de stupéfiant
- · sécurisation de l'espace public

5. Le Parquet

· Politique pénale : déferrement des usagers de drogues, condamnations à une « interdiction de paraître » associées à une « injonction de soin »

6. Les associations de réduction des risques

· Gestion des lieux d'accueil (CSAPA, CAARUD, Espace de repos, SCMR), et « aller vers » par des maraudes d'intervention et de prévention



Axe 1 – Accompagner les usagers de drogues en errance – Réalisations et perspectives

1. Allez vers les usagers en rue

- Renforcement des maraudes médico-sociales et de réduction des risques (7j/7 sur les sites en tension), dont maraudes souterraines.
- · Création d'une maraude ville de médiation (DPSP), chargée d'aller vers les riverais pour les informer de la situation et des actions entreprises
- · Coordination des maraudes et communication assurée par la ville (Mission Métropolitaine de prévention des conduites à risques MMPCR) en lien avec l'ARS et la MILDECA
- · Maraudes interdisciplinaires psychiatriques et sociales pas encore lancées par l'ARS
- · Système d'information créé par la ville (GéoCODER) mais non encore lancé (Vérification par l'ARS de l'usage des données)

2. Améliorer l'accès au matériel de réduction des risques

- · 6 nouveaux automates kit crack, soit 10 actuellement installés sur Paris
- Dotation de l'ARS de crédits complémentaires aux CAARUD (Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques des usagers de drogues et CSAPA pour augmenter la distribution

3. Renforcer les dispositifs de premier accueil

- Extension des horaires de la SCMR (salle de consommation à moindre risque) et du CAARUD Aurore-Ego, impact actuellement limité en raison du nécessaire respect des mesures sanitaires
- · Recherche de locaux pour la réinstallation d'un CAARUD (ex Coordination Toxicomanie, repris par l'association Aurore)
- · 2 espaces de repos ouverts sur le 18ème sur les 6 prévus (Sleep-in de 15 places et Porte de la Chapelle de 26 places) ; 2 projets en cours d'expertise





Axe 2 du Plan: héberger, mettre à l'abri pour permettre une sortie de rue

Réalisations et perspectives - Association Aurore



Axe 2- Réalisations et perspectives (Héberger, mettre à l'abri)

1. Renforcement en 2020 du dispositif d'hébergement « ASSORE » (association Aurore)

- · Stabilisation à 400 places créées (60 en 2018 ; 120 en 2019 ; 200 début 2020 avec une montée en charge jusqu'à 440 places durant le confinement)
- · La budget prévisionnel total de l'accompagnement et de l'hébergement dans le cadre du dispositif pour 2021 est de 8,25M€

2. Renforcement du dispositif « Phase » (Unité d'Hébergement Spécialisé)

Dispositif passé de 15 à 26 places en 2019 par la captation de 2 appartements T4 du parc social municipal et un T3 de Paris-Habitat

3. Ouverture de 68 places pérennes d'Hébergement avec accompagnement médico-social adapté (UHS)

- · Appels d'offre DRIHL/ARS/Ville de Paris pour l'implantation par unités de 20 à 25 places.
- · 1^{er} appel d'offre pour 25 places lancé en juillet 2019, remporté par Aurore (recherche de locaux en cours)

4. Renforcer le soin résidentiel

- · Faire évoluer le cahier des charges des CAARUD et SCMR pour gérer des places d'hébergement
- · Création de LHSS (Lits Halte soins de santé) et de LAM (porté par l'ARS, recherche de locaux en cours) et développer le dispositif « un chez soi d'abord » géré par Aurore (accès au logement autonome avec un suivi étroit sur le plan social et sanitaire).

5. Accéder aux dispositifs d'insertion :

- · Renforcer les mesures d'Injonction Thérapeutiques (Parquet ARS)
- Expérimenter un dispositif de lutte contre la récidive (intégrer le dispositif OUVRAGE du tribunal de Bobigny)





Axe 3

Intervenir dans l'espace public à la rencontre des usagers et des habitants dans un souci d'améliorer la tranquillité publique et lutter contre les trafics

Réalisations et perspectives



Axe 3 – Réalisations et perspectives (Améliorer la tranquillité publique)

1. Renforcer les actions de sensibilisation et de formation des acteurs du territoire

- · 9 séances réalisées par la MMPCR sur 11 programmées en 2019
- · 143 professionnels formés, majoritairement de la Ville de Paris (DPE, DEVE, DPSP), la RATP et la SNCF
- · Les formations reprendront dès que les conditions sanitaires le permettront

2. Répondre aux signalement des habitants et favoriser la médiation

- · L'équipe de médiation UASA va systématiquement à la rencontre des riverains/commerçants qui font des signalements
- · Maraudes quotidiennes vers les riverains, commerçants et agents de la ville présents à proximité des lieux de consommation

3. Pérennisation des opérations de nettoiement pour régulation de l'espace public

- · Recueil des signalements espace public pour planification d'interventions des équipes de la propreté et DPSP
- · Opérations de nettoyages pluri-hebdomadaires sur les lieux de campement accompagnées de l'UASA pour favoriser la médiation auprès des usagers de drogues et faciliter l'intervention des services de propreté

4. Prévention situationnelle

- · Réaménagement de la Place de la Bataille de Stalingrad : obturation des voûtes, installation de grilles
- · Recueil des signalements espace public pour planification d'interventions des équipes de la propreté et de la DPSP
- · Passage quasi-quotidien de l'UASA sur les sites pour veiller aux aménagements mis en place





Axe 4: Améliorer les connaissances pour adapter les dispositifs

Réalisations et perspectives



Axe 4- Réalisations et perspectives (Améliorer les connaissances)

1. Étude « crack en lle-de-France »

· Conduite par INSERM et OFDT : Mieux connaître les usagers, le trafic, pour adapter les stratégies d'intervention

-Synthèse du rapport d'étude diffusé en décembre 2020. Grand axe des Préconisations :

- · Pour diminuer les troubles à l'ordre public, cesser le seul déplacement des usagers lors de grandes évacuations et les opérations policières ponctuelles.
- Envisager des zones d'accueil suffisamment nombreuses et pérennes. Renforcer le développement de la politique RDRD (salles de consommation, de repos, hébergement, etc.) et la prise en charge incluant à la fois les phénomènes d'addiction, les troubles psychiatriques et la réhabilitation sociale.
- · Faciliter la sortie possible et volontaire de l'addiction par le développement des centres de cure et de postcures (non intégré au plan crack).
- En terme de territoire, étendre les actions à la Seine-Saint-Denis,
- · Renforcer la coordination maraudes RDR et police.

2. Cartographie des structures médico-sociales

· Ci-après la carte réalisée par la MMPCR

3. Cartographie et information sur les maraudes

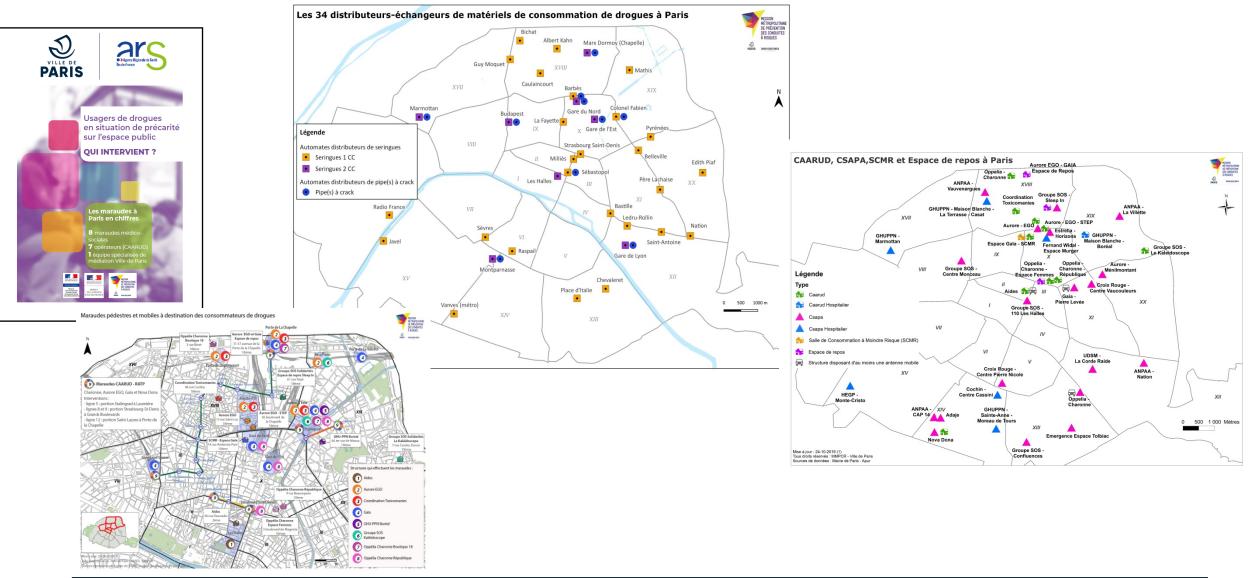
- · Edition en décembre 2020 d'un dépliant par la MMPCR « maraudes de réduction de risques et de médiation auprès des riverains »
- · Cet outil est destiné aux professionnels des maraudes et aux Mairies d'arrondissement du nord-est comme outil d'information

4. Benchmark en cours (Trajectoires)

· Réalisation d'un panorama des dispositifs et bonnes pratiques portées par d'autres villes (d'Europe et d'Amérique du Nord) sur la question du crack



Structures et dispositifs de réduction des risques





Merci pour votre attention À vos questions/interventions

